

RÉSUMÉ

Extrait de :

A. Grigas, A. Kasekamp, K. Maslauskaite, L.Zorgenfreija,

« Les États baltes dans l'UE : passé, présent et futur »,

Études & Rapport n° 98,

Notre Europe – Institut Jacques Delors, Juillet 2013.

2013 constitue une année marquante pour les États baltes dans leur rapport à l'intégration européenne. Le 1^{er} juillet 2013, la Lituanie est devenue le premier État balte à assurer la présidence tournante du Conseil des ministres de l'UE. Quant à la Lettonie, elle a été invitée cette année à rejoindre la zone euro, devenant ainsi le deuxième État balte, après l'Estonie, à partager la monnaie commune européenne. Cette Étude vise à démontrer que ces évolutions sont extrêmement importantes pour ces jeunes et petites Républiques baltes, qui aspirent à garantir leur place dans le « noyau » européen.

La Partie 1 (*pages 16-32*) s'intéresse à l'histoire mouvementée des trois États baltes et au parcours difficile qui les a conduits à rejoindre les plus prestigieuses organisations internationales du monde occidental, y compris l'Union européenne.

- La stratégie générale adoptée par les Baltes consistait à intégrer autant d'organisations internationales et occidentales que possible et au plus vite, afin de garantir la pérennité de leur indépendance en s'intégrant au dense réseau des instances internationales. On reconnaît aujourd'hui la même logique sous-jacente dans des décisions telles que l'adhésion à la zone euro.
- Toutefois, l'intégration dans l'Europe occidentale apparaissait comme le scénario le moins probable et le plus utopique après l'effondrement de l'Union soviétique. En effet, après avoir retrouvé leur indépendance, les États baltes avaient dû re-créer toutes leurs institutions car ils étaient les trois seuls pays d'Europe centrale et orientale membres de l'UE à avoir été totalement intégrés à l'Union soviétique. En outre, les États baltes étant les plus vulnérables sur le plan économique, ils avaient dû engager de nombreux efforts pour respecter les critères de Copenhague et s'assurer qu'ils ne resteraient pas à la traîne.

- Les États baltes ont des projets porteurs ou « de préférence », conditionnés par leur histoire et leur intérêt national, qu'ils ont essayé de mettre sur l'agenda européen. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont soutenu des initiatives visant à renforcer la sécurité énergétique, le Partenariat oriental, le marché unique (et notamment la libre circulation des services) et ont été de farouches partisans de l'élargissement.

La Partie 2 (pages 33-64) examine la récente crise économique et ses conséquences dans les trois États baltes.

- Au cours de la première moitié des années 2000, les États baltes ont vécu l'âge d'or de la croissance de leur PIB, tandis que se développaient parallèlement d'importants déséquilibres macroéconomiques. Il en a résulté en 2008-2009, dans les trois États baltes, des récessions à deux chiffres qui, en termes de baisse de la production, n'ont pu être comparées qu'à la récession causée par l'effondrement de l'Union soviétique.
- Il existait deux solutions pour sortir de la crise : une dévaluation externe (de la monnaie) ou interne (et donc l'austérité rigoureuse). C'est cette deuxième option qui a été privilégiée par les trois États baltes. La gestion de la crise par ces pays et leur reprise économique actuelle, presque miraculeuse, invitent les partisans de l'austérité à prendre ces États comme modèles, notamment pour les États membres de l'UEM méridionaux empêtrés dans des récessions durables.
- Toutefois, l'austérité mise à part, il faut souligner que le modèle économique et sociétal unique de ces petites économies ouvertes ainsi que leur héritage historique particulier ont constitué des avantages lors de la gestion de la crise. Par ailleurs, même si la croissance du PIB a repris, les populations baltes paient chèrement les politiques d'austérité, en termes de pauvreté, de chômage et d'émigration.

La Partie 3 (pages 65-86) analyse en détail les spécificités, dans les États baltes, de la politique énergétique, qui constitue l'une des priorités de la présidence lituanienne.

- Cette question est étudiée avec beaucoup d'attention dans la région car les États baltes constituent des « îles énergétiques » au sein de l'UE ; ils sont en effet toujours reliés aux infrastructures russes en matière de réseaux de gazoducs/oléoducs et d'électricité et sont entièrement dépendants des sources russes de gaz et de pétrole.
- Par conséquent, la dépendance énergétique balte à l'égard de la Russie facilite l'influence de Moscou dans les politiques intérieures baltes et alimente les tensions bilatérales avec la Russie mais aussi entre l'UE et la Russie, ce qui n'est pas sans incidence sur la transposition interne des initiatives de l'UE en matière de politique énergétique. Les politiques énergétiques européennes de libéralisation et le Troisième paquet énergétique ne sont pas appliqués avec la même intensité dans les trois États baltes, la Lituanie étant la plus progressiste et la Lettonie la plus passive.
- Il semble certain que sans le soutien et financement institutionnel de l'UE pour l'intégration des infrastructures énergétiques baltes et la diversification des sources d'énergie, les États baltes ne parviendront pas à faire véritablement partie du marché unique européen de l'énergie.